https://www.dijon.snes.edu/spip/spip.php?article2514

Il faut nous faire entendre !!

- SNES académique de Dijon - Départements - Nièvre - Actualités -

Publication date: dimanche 20 avril 2008

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés

Les lycéens se sont fortement mobilisés ces dernières semaines contre les suppressions de postes, il faut dire que les suppressions effectuées les années précédentes ont clairement des conséquences cette année. La politique de suppression d'emplois publics conduit en effet à de nombreux dysfonctionnement. Le Rectorat ayant taillé dans les potentiels de remplaçant pour faire digérer les suppressions de postes à notre Académie, c'est dans ce domaine que l'on trouve le plus de problèmes. Il faut dire que les indicateurs de la LOLF sur les remplacements poussent à faire de tels choix. En effet, ce n'est pas la qualité des remplacements, et le pourcentage d'heures à remplacer réellement remplacées qui est retenu, mais le taux d'utilisation des remplaçants. Ainsi, le seul moyen d'améliorer ce taux c'est de diminuer le nombre de remplaçants, les TZR sont comme les pompiers, le seul moyen d'avoir un taux d'occupation de 100%, c'est de ne plus en avoir. Mais c'est la pire des situations.

Dans le département, les conséquences se sont fait sentir :
– Il y a eu **de nombreuses classes sans professeur**. L'administration n'ayant plus de remplaçants TZR, ce sont des recours tardifs à des vacataires ou des contractuels qui sont effectués, ce qui entraîne de longues périodes sans professeur pour les élèves, même lorsqu'il s'agit de classes d'examen. **Plusieurs disciplines ont été concernées**, et lorsque des personnels ont été recrutés dans les ANPE, il s'agissait souvent de personnels non formés, mis directement devant les élèves sans même quelques jours de préparation.
– Il y a aussi des problèmes de remplacement dans les vies scolaires aussi bien au niveau des CPE que des Assistants d'éducation. Ceci même dans des établissements avec internat. Ces situations moins visibles pour les parents, sont tout aussi inadmissibles car **la surveillance des élèves et le suivi des absences et de la scolarité sont fondamentaux** pour le bon fonctionnement d'un établissement. Par exemple, il n'est pas normal que l'auto-surveillance tienne lieu de solution en cas de non remplacement d'un surveillant d'internat. On sait à quel point les adolescents ont besoin d'être encadrés pour ne pas déraper.

Toutes ses dégradations sont bien réelles et réduisent fortement les conditions d'études de nos élèves. Il est d'ailleurs singulier de voir le Ministre souvent mettre en avant des dégradations des résultats de notre système éducatif dans des évaluations internationales sans faire le parallèle avec les suppressions de postes qui ont eu lieu durant la même période et les dégradations qu'elles entraînent. Pour faire des économies qui, finalement, sont ridicules devant le budget de l'état et qui n'ont aucune chance de réduire le déficit public, le gouvernement choisit de sacrifier la formation des jeunes, en réduisant l'encadrement et la qualité des études qui leur sont offerts. **Le coût économique et social à moyen terme sera par contre rapidement important**, on sait que les entreprises étrangères qui choisissent de s'installer en France, le font en raison de la qualité de sa main d'œuvre. **Jouer avec la formation de la jeunesse, c'est prendre le risque de faire disparaître cet attrait.**

Il faut donc nous faire entendre tout au long du mois de mai dans les manifestations et rassemblements locaux et nationaux qui vont être organisés, notamment dans la **manifestation nationale du 18 mai à Paris**.

Copyright © SNES Dijon